

Malgré un siège quasi certain, Frédéric Mairy fait campagne

Grand favori à la succession de Laurent Kurth au Conseil d'Etat, le socialiste Frédéric Mairy part à la rencontre des Neuchâteloises et Neuchâtelois, car il aime le contact. Il a entamé sa tournée électorale vendredi à Cernier.

PAR SOPHIE.WINTELER@ARCINFO.CH

Le 1er mars 1848, le château de Neuchâtel était pris par une poignée de révolutionnaires, marquant ainsi les débuts de la République neuchâteloise. Clin d'œil à l'histoire, Frédéric Mairy, candidat socialiste du Val-de-Travers, a choisi le restaurant du 1er Mars, à Cernier, pour entamer sa campagne, sa marche, vers le Conseil d'Etat.



Même avec une élection tacite, j'aurais agendé cette tournée. C'est nécessaire de parler avec les gens, de prendre le pouls.

FRÉDÉRIC MAIRY
CANDIDAT AU CONSEIL D'ETAT

C'est qu'il y a un siège à prendre lors de l'élection du dimanche 26 novembre, celui de son camarade de parti Laurent Kurth, démissionnaire. Attablés devant un apéro, le couple Jaccard du Val-de-Travers. Des Fleurisans venus exprès au Val-de-Ruz pour écouter leur candidat. «Il est tellement formidable», lâche Madame Jaccard. «On le connaît bien, on a vu naître ses enfants. Et comme on ne pourra pas être là quand il viendra au Vallon, on s'est déplacés». Evidemment, ce sera le bulletin de Frédéric Mairy qui sera glissé dans l'urne. Même s'il n'est pas de droite, car les Jaccard votent d'ordinaire PLR.

Et ils seront... onze participants

Quand il entre dans le stamm du soir, accompagné de sa compagne Margherita Giovenco, Frédéric Mairy les salue immédiatement. Les invite à la ta-



Frédéric Mairy, candidat socialiste du Val-de-Travers au Conseil d'Etat, était vendredi au restaurant du 1er Mars à Cernier pour sa première rencontre avec les électeurs et électrices. DAVID MARCHON

ble où sont réunis quelques camarades du Parti socialiste (PS) du Val-de-Ruz.

Au plus fort de la soirée, on compte onze participantes et participants. Que du PS, hormis les Jaccard. Alors oui, on peut écrire que le conseiller communal du Val-de-Ruz a prêché des convaincus lors de ce premier rendez-vous. Ce samedi, il était également à Neuchâtel. Le jeudi 9 novembre, il se rendra à La Chaux-de-Fonds, le 10 à Fleurier et le 11 à Saint-Blaise. Si Frédéric Mairy a décidé d'aller discuter avec les Neuchâteloises et les Neuchâtelois, c'est qu'il aime le contact.

«Même avec une élection tacite, j'aurais agendé cette tournée. C'est nécessaire de parler avec les gens, de prendre le

pouls, d'organiser un affichage. Avec le parti, on aurait peut-être renoncé aux tracts si Jean-Luc Pieren (réd: du Parti fédéraliste européen) et Thomas Wroblewski (réd: vote blanc) n'étaient pas en lice.»

Vingt ans de PS

Armand Blaser, ancien conseiller communal de Val-de-Ruz, le présente en quelques mots.

Lui enchaîne en relevant que ça fait presque 20 ans qu'il a rejoint le PS. «En 2004, quand j'ai arrêté le journalisme à L'Express (devenu «ArcInfo»), Jean-Nat Karakash (réd: ancien conseiller d'Etat PS) a remarqué que j'avais une sensibilité de gauche et m'a proposé de m'occuper bénévolement de la

communication du parti.» Frédéric Mairy, 50 ans, déroule son CV, avec ce sourire qui brille jusque dans ses yeux. Avec ce calme qui le caractérise. Ce soir, il n'y avait de toute façon pas de quoi s'échauffer. Les propos tenaient plus du compliment et tout le monde était à l'eau minérale. Sauf deux thés.

«C'est un rassembleur», relève François Cuche, conseiller communal de Val-de-Ruz sur le départ. «Je le vois lors de séances, c'est un travailleur acharné qui cherche le consensus». Même compliment quand il s'agit de son rôle de président à l'Association des communes neuchâteloises (ACN).

«Trouver des solutions communes sur le dossier des charges

géotopographiques par exemple, ou celui du social, est hyperintéressant. L'ACN permet d'avoir une vision d'ensemble sur tous les dossiers et de tisser des liens», relève le candidat au Conseil d'Etat.

Ses trois priorités

Deux pizzas arrivent en guise d'apéro. Le moment pour Bernard Soguel, retraité depuis 14 ans du Conseil d'Etat, d'attaquer le plat de résistance. Quels sont aux yeux du candidat, les trois sujets fondamentaux pour ces prochaines années dans le canton?

Frédéric Mairy énumère: «Le réchauffement climatique, c'est une inquiétude personnelle mais les politiques doivent prendre cela à bras-le-

corps. Il n'y a pas que la technologie qui va nous aider, on doit aussi changer nos comportements.»

La précarisation croissante d'une partie de la population le préoccupe également. «Avec l'inflation et les salaires qui n'augmentent pas, on va vers des jours difficiles.» Il attrape une tranche de pizza, avant de parler santé et notamment de la raréfaction des médecins.

«On attire ceux de France voisine. Ce qui me gêne quand je rencontre mes collègues français qui me parlent du désert médical chez eux.»

Continuer le jogging

Et la culture, qui lui tient à cœur? «Un élément primordial à la cohésion sociale. On a une offre incroyable chez nous, c'est un atout pour l'attractivité du canton qui doit être consolidé financièrement.»



Je le vois lors de séances, c'est un travailleur acharné qui cherche le consensus.

FRANÇOIS CUCHE
CONSEILLER COMMUNAL SOCIALISTE
DE VAL-DE-RUZ

On apprend également qu'il compte continuer à prendre le train pour se déplacer, qu'il habitera toujours à Couvet mais qu'il louera certainement un studio à Neuchâtel, qu'il tentera de courir pour garder le physique et que n'importe quel département lui plaira.

Grand classique des fins d'apéro, il restait une toute petite tranche de pizza après une grosse heure de discussion! Allez, on éteint et personne ne saura qui l'a prise.

Remplacer un conseiller d'Etat démissionnaire: le peuple a souvent le dernier mot

Le 26 novembre prochain, les électeurs neuchâtelois sont appelés aux urnes pour désigner le remplaçant de Laurent Kurth au Conseil d'Etat. L'élection du socialiste Frédéric Mairy ne fait guère de doute, même s'il doit affronter deux candidats, ceux-ci semblant avoir peu de chance d'être élus.

Certains ont espéré que l'élection soit tacite, c'est-à-dire qu'il n'y ait qu'un candidat au siège vacant et qu'il soit déclaré élu rapidement.

Nous avons plongé dans l'histoire des remplacements, en cours de législature, des conseillers d'Etat démissionnaires ou décédés, depuis l'élection du Conseil d'Etat par le peuple en 1907. Cette situation s'est déroulée treize fois, en intégrant le

prochain départ de Laurent Kurth. Les quatre premières élections complémentaires, entre 1908 et 1918, ont été tacites. En 1933 par contre, à la mort du libéral Alfred Clottu, le successeur désigné par son parti, Jean Humbert, l'emporte avec 1500 voix d'avance sur le socialiste Paul Graber.

Des socialistes qui se remplacent entre eux

Treize ans plus tard, en 1946, Léo DuPasquier, du Ralliement neuchâtelois (petit parti aujourd'hui disparu), démissionne et c'est le radical Paul-Auguste Leuba qui le remplace, avec 1400 voix d'avance sur le socialiste Henri Perret.

Leuba décédera en janvier 1965, mais il



Septembre 2014: le PLR Laurent Favre (au centre) arrive au Château entouré de collègues de parti, après son élection au Conseil d'Etat. ARCHIVES DAVID MARCHON

ne sera remplacé qu'aux élections générales d'avril de la même année par le radical Carlos Grosjean.

En 1960, le socialiste André Sandoz quitte ses fonctions et son parti désigne Fritz Bourquin, qui est élu tacitement. Nommé directeur général des PTT, Bourquin démissionne dix ans plus tard et est remplacé tacitement par René Meylan. Dernier changement sans élection en 1988, quand Francis Matthey (PS) reprend le siège de son collègue de parti René Felber, élu au Conseil fédéral.

Trois départs en quatre ans

Les trois dernières démissions de ministres neuchâtelois ont donné lieu à un scrutin populaire. En 2010, le PLR

Frédéric Hainard démissionne. La gauche part favorite avec le député Vert Patrick Erard, mais le PLR Thierry Grosjean réussit finalement à conserver, au second tour, le siège de son parti. Deux ans plus tard, la nomination du socialiste Jean Studer à la présidence de la Banque nationale suisse provoque sa démission. Son camarade Laurent Kurth passe au premier tour, avec 12 500 voix d'avance sur l'indépendant Louis Dubois.

En 2014, l'UDC Yvan Perrin quitte le gouvernement après une année de service et le PLR Laurent Favre le remplace au premier tour, battant facilement l'UDC Raymond Clottu et les indépendants Thomas Wroblewski et Karim-Frédéric Marti. **NWI**